



## INDUSTRIE NUCLEAIRE : ARRETONS LES DEGATS

Depuis le mois de mai dernier, il n'y a plus de doute possible : bien que non élu, le Medef agit comme le véritable « patron » du gouvernement qui n'ose rien lui refuser : réforme des retraites, RMA, réduction de droits des chômeurs et des intermittents, attaque sur la sécurité sociale, tous les vœux du baron Seillière sont exaucés par Raffarin. Mais maintenant, le patronat à un nouveau joujou sur sa liste de Noël : de nouvelles centrales nucléaires ! Et vite, car les comptes de la branche industrie d'AREVA, multinationale qui fabrique les centrales, ne sont pas au mieux. D'autant plus vite que le Medef, qui veut également rafler EDF souhaite que l'état, c'est-à-dire nous tous, paye les nouvelles centrales avant la privatisation. Les patrons n'auront plus qu'à encaisser les bénéfices suivant le même vieux principe cher aux capitalistes : privatisation des bénéfices et collectivisation de ce qui coûte !

### DES CENTRALES INUTILES CHERES ET DANGEREUSES

Nous devons d'autant plus refuser de payer ces nouvelles centrales EPR, qu'elles présentent les mêmes défauts que les anciennes : productions des déchets toxiques pendant des milliers d'années, risques d'accidents. De plus, elles sont carrément inutiles, car la France est déjà en surproduction d'électricité, nos excédents étant bêtement vendus à perte à l'étranger.

L'accélération dans la course au profit que veut nous imposer le patronat a donc des conséquences sociales autant qu'écologiques notamment par un recours de plus en plus massif à la sous-traitance pour la maintenance des centrales (27000 salariés d'entreprises sous traitantes font le « sale boulot » dans les centrales). Ainsi lors du congrès de la CGT, pourtant peu encline au catastrophisme sur ce sujet, un représentant de la centrale de Bugey (Isère) déclarait : « Si on ne fait rien, on va vers un AZF nucléaire ». Et pourtant, plutôt que d'assurer la sécurité dans les centrales vieillissantes, le gouvernement préfère la fuite en avant en construisant de nouvelles centrales, alors que l'on est même pas sûr de savoir démanteler les anciennes.

### L'ALTERNATIVE TOUS ENSEMBLE

Le gouvernement présente la relance du nucléaire comme inéluctable, nous affirmons, au contraire, que d'autres choix sont possibles, afin d'assurer une sortie rapide du nucléaire. Cela nécessite des mesures urgentes pour promouvoir un véritable programme maîtrisé de l'énergie ( isolation de l'habitat, appareils économes...), et d'assurer le développement massif des énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie, bois , micro-hydraulique). D'autant plus que ces énergies génèrent, pour un même coût, beaucoup plus d'emplois que le nucléaire. (L'Allemagne a créé environ 150000 emplois dans le secteur éolien depuis sa décision de sortie du nucléaire). Cela implique de défendre et développer le service public de l'énergie, de lutter contre la volonté de privatisation d'EDF qui se traduit déjà par un accroissement des coupures d'électricité pour les plus démunis.

La manifestation nationale du 17 janvier à Paris, à l'appel du réseau « Sortir du nucléaire », est une étape importante dans la lutte pour un service public de l'énergie dénucléarisé. C'est tous ensemble, agents EDF, salariés des boîtes de sous-traitance, usagers que nous réussirons à imposer une alternative permettant de préserver l'environnement et l'emploi contre l'avidité et l'irresponsabilité de ceux qui sont prêts à sacrifier les hommes et à contaminer la Terre.

Le 12 janvier 2004